



Ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement  
Ministère délégué à la cohésion sociale et à la parité

Direction générale de l'action sociale  
Sous-direction des politiques d'insertion  
et de lutte contre les exclusions  
Bureau des minima sociaux et de l'aide sociale  
Personne chargée du dossier : Laurence Huynh  
Tél. 01 40 56 80 09/ Fax : 01 40 56 80 44  
Courriel : [laurence.huynh@sante.gouv.fr](mailto:laurence.huynh@sante.gouv.fr)

Le Directeur général de l'Action sociale

à

Mesdames et Messieurs les présidents de Conseils  
généraux  
Sous couvert de Mesdames et Messieurs les préfets  
de département et de Monsieur le Préfet de la  
Collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon

Monsieur le Directeur de la Caisse nationale des  
allocations familiales  
Monsieur le Directeur général de la Caisse centrale  
de la mutualité sociale agricole  
Monsieur le Directeur de la Caisse de prévoyance  
sociale de Saint-Pierre-et-Miquelon  
Madame et Messieurs les Directeurs des Caisses  
générales de sécurité sociale des départements  
d'outre-mer

Copie à :

Mesdames et Messieurs les préfets de région  
Directions régionales du travail, de l'emploi et de la  
formation professionnelle

Mesdames et Messieurs les préfets de département  
Directions départementales du travail, de l'emploi et  
de la formation professionnelle

Mesdames et Messieurs les préfets de région  
Directions régionales des affaires sanitaires et  
sociales

Mesdames et Messieurs les préfets de département  
Directions départementales des affaires sanitaires et  
sociales  
Directions de la santé et du développement social  
de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Guyane

NOTE D'INFORMATION N°DGAS/MAS/2006/543 du 26 décembre 2006 relative à la réforme de l'intéressement pour les bénéficiaires du RMI et de l'API, ainsi qu'aux autres dispositions instituées par la loi n° 2006-339 du 23 mars 2006 et les décrets n°2006-1197 et 2006-1198 du 29 septembre 2006 et n°2006-1786 du 23 décembre 2006.

Date d'application : 1<sup>er</sup> octobre sauf dispositions spécifiques

NOR : SANA0630578N

Classement thématique : exclusion

**Résumé** : La loi du 23 mars 2006 met en place de nouvelles mesures afin de lever les obstacles au retour à l'emploi des bénéficiaires du RMI, de l'API et de l'ASS.

Tout d'abord, les incitations financières à la reprise d'une activité sont renforcées et rendues plus visibles. Les anciennes mesures d'intéressement sont remplacées par deux systèmes alternatifs selon la quotité de travail : un intéressement forfaitaire fondé sur un système de primes ou un intéressement proportionnel au montant de la rémunération. La prime exceptionnelle de retour à l'emploi instaurée par le décret n°2005-1054 du 29 août 2005 est pérennisée pour les bénéficiaires du RMI, de l'API et de l'ASS.

Les trajectoires professionnelles des bénéficiaires sont par ailleurs mieux sécurisées. Ainsi, en cas de cessation d'activité sans droit aux allocations de chômage, les allocations sont immédiatement rétablies.

Parce que la garde des enfants peut constituer également un obstacle au retour à l'emploi, la loi institue une priorité d'accès aux établissements et services d'accueil de jeunes enfants des bénéficiaires de minima sociaux.

Enfin, la loi introduit un nouveau dispositif de sanctions et de contrôle des allocations.

**Mots-clés** : revenu minimum d'insertion – allocation de parent isolé – intéressement – contrat insertion revenu minimum d'activité - contrat d'avenir - mode d'accueil des jeunes enfants – sanction – contrôle – fraude - indu - résidence en France - ressortissants communautaires - exclusion de ressources - allocation de retour à l'activité - revenu de solidarité

**Textes de référence** : loi n° 2006-339 du 23 mars 2006, décrets n°2006-1197 et n°2006-1198 du 29 septembre 2006, décret n°2006-1786 du 23 décembre 2006, décret n°2006-1744 du 23 décembre 2006, chapitre II du titre VI du livre II du code de l'action sociale, chapitre IV du titre II du livre V du code de la sécurité sociale

**Textes abrogés ou modifiés** : Circulaire n° DSS/4C/99/06 du 7 janvier 1999

**Annexes** :

Annexe 1 : exemples d'intéressement

## SOMMAIRE

<b>PARTIE 1. LA REFORME DE L'INTERESSEMENT</b>	p6
<b>I. Conditions générales d'éligibilité au dispositif d'intéressement proportionnel ou forfaitaire</b>	p6
1.1 Les bénéficiaires de minima sociaux éligibles	p6
1.2 L'activité professionnelle ouvrant droit	p6
1.3 La notion de durée de travail retenue pour la détermination du type d'intéressement applicable	p6
1.4 La notion de mois retenue pour la détermination des droits à intéressement	p7
<b>II. Le régime d'intéressement forfaitaire</b>	p8
2.1 L'activité professionnelle ouvrant droit	p8
2.2 Présentation du dispositif d'intéressement forfaitaire	p8
2.3 Fin de droits à l'API ou au RMI en cours d'activité professionnelle	p8
2.4 Montant et régime applicables à la prime forfaitaire	p9
<b>III. Le régime d'intéressement proportionnel</b>	p10
3.1 L'activité professionnelle ouvrant droit	p10
3.2 Présentation du dispositif d'intéressement proportionnel	p10
<b>IV. Dispositions communes à l'intéressement forfaitaire et proportionnel</b>	p11
4.1 Articulation de l'intéressement mensuel avec le mode de révision trimestrielle du RMI et de l'API	p11
4.2 Dates d'effet des mesures d'intéressement	p11
4.3 Cessation d'activité sans revenu de substitution	p11
4.4 Arrêt maladie, congé de maternité, etc.	p12
4.5 Succession d'activités	p13
4.6 Prolongation de la durée d'intéressement	p13
4.7 Droit à un nouvel intéressement	p13
4.8 Cumul d'allocations pendant l'exercice d'une activité	p14
4.9 Basculement d'un dispositif d'intéressement à l'autre	p14
4.10 Basculement de l'API au RMI ou du RMI à l'API en cours d'intéressement	p14
4.11 Date d'entrée en vigueur de la réforme et dispositions transitoires	p14
 <b>PARTIE 2. MODIFICATION DU CALCUL DU RMI, DE L'API ET DE L'AAH DANS LE CADRE DES CI-RMA OU DES CONTRATS D'AVENIR</b>	 p16
<b>V. Impact de la cessation du CI-RMA et du contrat d'avenir sur le calcul du RMI, de l'API et de l'AAH</b>	p16
 <b>PARTIE 3. LA PRISE EN CHARGE DES JEUNES ENFANTS</b>	 p16
<b>VI. Priorité d'accès à un mode d'accueil</b>	p16
 <b>PARTIE 4. LE NOUVEAU DISPOSITIF DE RECUPERATION DES INDUS, DE CONTROLE ET DE SANCTIONS</b>	 p16
<b>VII. L'amélioration de la récupération des indus en cas de présence discontinue dans le dispositif de RMI</b>	p16
<b>VIII. Le renforcement des contrôles en matière de RMI et d'API</b>	p17
8.1 Travail dissimulé	p17
8.2 Les autres dispositifs de contrôle et de lutte contre la fraude	p17
<b>IX. Le dispositif de sanctions graduées en cas de fraude au RMI et à l'API</b>	p18
9.1 Les nouvelles sanctions en matière de RMI	p18
9.2 Les nouvelles sanctions en matière d'API	p19
<b>X. Date d'entrée en vigueur de ces dispositions</b>	p19
 <b>PARTIE 5. LES AUTRES MESURES PREVUES PAR LA LOI POUR LE RETOUR A L'EMPLOI</b>	 p19
<b>XI. Le recouvrement sur succession en matière de RMI</b>	p19
<b>XII. Les conditions d'accès au RMI des ressortissants communautaires</b>	p19
12.1 Le droit au séjour	p19

12.2 Le délai de résidence antérieure en France et exceptions	p19
<b>XIII. La condition de résidence en France pour le bénéfice du RMI</b>	p20
<b>XIV. Exclusion de certaines prestations à objet spécialisé pour le calcul du RMI et de l'API</b>	p20
<b>XV. Prise en compte de la diminution des ressources du bénéficiaire du RMI ou d'API pour le calcul des allocations</b>	p20
15.1 Neutralisation automatique et totale de certaines ressources	p20
15.2 Neutralisation facultative et partielle des autres revenus	p20
<b>XVI. Dispositions relatives à l'outre-mer</b>	p21
16.1 La réforme de l'intéressement, le contrôle, les sanctions etc.	p21
16.2 Le revenu de solidarité	p21
16.3 L'allocation de retour à l'activité	p21
<b>XVII. Date d'entrée en vigueur de ces dispositions</b>	p21
 <b>Annexe 1- Exemples d'intéressement</b>	 p22

La loi n°2006-339 du 23 mars 2006 met en place de nouvelles mesures afin de lever les obstacles au retour à l'emploi des bénéficiaires de l'allocation de solidarité spécifique (ASS), du revenu minimum d'insertion (RMI), et de l'allocation de parent isolé (API).

Tout d'abord, la loi pérennise pour ces bénéficiaires la prime de retour à l'emploi d'un montant de 1000 euros créée par le décret n°2005-1054 du 29 août 2005. Les nouvelles modalités d'application de cette prime sont décrites dans une prochaine circulaire.

La loi réforme également l'actuel dispositif d'intéressement fondé sur le cumul dégressif du salaire et de l'allocation au profit d'un dispositif forfaitaire, financièrement attractif, propre à favoriser la sortie de la précarité de ces bénéficiaires. Ce nouveau dispositif est destiné à encourager prioritairement les reprises d'activité d'une durée de travail suffisante pour assurer l'autonomie financière des bénéficiaires et concerne donc les activités d'une durée de travail contractuelle au moins égale à 78 heures par mois.

Pour que la reprise d'emploi soit encouragée dès la première heure travaillée, les salariés qui reprennent un emploi d'une durée inférieure à 78 heures bénéficient comme précédemment d'un intéressement proportionnel à leur rémunération.

Il est prévu par ailleurs un accès prioritaire aux crèches pour les enfants de bénéficiaires de minima sociaux reprenant une activité.

Enfin, la loi introduit un système de sanctions graduées en cas de fausse déclaration des bénéficiaires de minima sociaux, allant de la sanction administrative à la sanction pénale.

L'ensemble des modalités d'application de cette réforme est prévu par décrets.

D'ores et déjà, les décrets n° 2006-1197 et n° 2006-1198 du 29 septembre 2006 ainsi que le décret n°2006-1786 du 23 décembre 2006 précisent les règles applicables en matière de RMI et d'API s'agissant :

- De la réforme de l'intéressement (**partie 1**)
- Du calcul des allocations en cas de cessation d'un CI-RMA ou d'un contrat d'avenir (**partie 2**)
- Du nouveau dispositif de récupération des indus, de contrôle et de sanction (**partie 4**)

Le décret n° 2006-1753 du 23 décembre 2006 traite de la priorité d'accès aux crèches (**partie 3**).

Enfin, la loi du 23 mars 2006 ainsi que les décrets précités sont venus préciser ou modifier certaines règles. Il s'agit de la récupération sur succession du RMI, de l'accès au RMI pour les ressortissants communautaires, de la condition de résidence en France en matière de RMI, de l'exclusion de certaines prestations à objet spécialisé pour le calcul de l'API et du RMI, de la prise en compte de la diminution des ressources des bénéficiaires du RMI et d'API, de l'allocation de retour à l'activité et du revenu de solidarité (**partie 5**).

L'intéressement applicable aux bénéficiaires de l'ASS est exposé dans une circulaire à venir.

## **PARTIE 1. LA REFORME DE L'INTERESSEMENT**

### **I. CONDITIONS GENERALES D'ELIGIBILITE AU DISPOSITIF D'INTERESSEMENT PROPORTIONNEL OU FORFAITAIRE**

L'intéressement de 12 mois institué par la loi n°2006-339 du 23 mars 2006 est accordé aux bénéficiaires du RMI ou de l'API reprenant une activité professionnelle.

#### **1.1 Les bénéficiaires de minima sociaux éligibles**

Les bénéficiaires du RMI ou de l'API reprenant une activité peuvent prétendre aux mesures d'intéressement.

Dans le cadre du RMI, l'allocataire, le conjoint, le concubin, le partenaire lié par un PACS et l'enfant ou la personne à charge au sens de l'allocation peuvent donc prétendre chacun à titre personnel au dispositif d'intéressement s'ils reprennent une activité. De la même manière, les bénéficiaires de l'allocation en droit théorique (c'est-à-dire dont les droits sont suspendus mais qui ne sont pas radiés) sont éligibles à l'intéressement.

#### **1.2 L'activité professionnelle ouvrant droit**

##### **1.2.1 La date de début de l'activité**

Pour ouvrir droit à l'intéressement, la reprise d'activité doit intervenir en cours de droit au RMI ou à l'API ou le mois d'ouverture du droit à l'une de ces allocations (articles L. 262-11 du CASF et L. 524-2 du CSS).

Pour la date d'entrée en vigueur des nouvelles mesures d'intéressement : cf. point 4.11

##### **1.2.2 Nature de l'activité ouvrant droit et exceptions**

La reprise d'une activité professionnelle salariée ou non salariée, ou le suivi d'un stage de formation professionnelle rémunérée ouvre droit à l'intéressement.

Toutefois, ne sont pas éligibles à l'intéressement forfaitaire ou proportionnel le CI-RMA et le contrat d'avenir. En effet, ces contrats aidés donnent lieu à d'autres mesures spécifiques d'intéressement : neutralisation de la rémunération, maintien des droits connexes pendant toute la durée d'activité, effort financier soutenu en faveur des employeurs, etc. Ces activités donnent toutefois droit dans les conditions de droit commun à la prime de retour à l'emploi de 1000€ (lorsque la durée d'activité est au moins égale à 78 heures par mois).

#### **1.3 La notion de durée de travail retenue pour la détermination du type d'intéressement applicable**

##### **a) Le plafond de 78 heures déterminant le type d'intéressement**

Pour l'application de l'intéressement forfaitaire ou proportionnel, l'activité reprise doit être d'une durée contractuelle respective d'au moins 78 heures ou inférieure à 78 heures (articles L. 262-11 du CASF et L. 524-2 du CSS).

La référence à la notion de durée contractuelle se justifie par le souci de sécuriser le parcours professionnel du bénéficiaire et de rendre plus lisibles ses revenus mensuels en évitant notamment les basculements trop fréquents d'un dispositif d'intéressement à un autre, sources d'indus.

##### **b) Détermination de la durée contractuelle de travail ou de formation**

La durée contractuelle de travail ou de formation est celle prévue au contrat et non le nombre d'heures de travail réellement effectué (heures supplémentaires ou périodes de maladie par exemple).

Lorsque le contrat de travail ne couvre pas la totalité du mois civil (début d'activité en cours de mois ou succession concomitante ou non d'activités sur le même mois par exemple), la durée contractuelle à retenir pour le mois est obtenue au prorata de la durée de contrat incluse dans le mois, soit :

- $(\text{la durée contractuelle mensuelle} / \text{nombre de jours du mois}) \times \text{nombre de jours couverts par le contrat}$
- ou bien  $[(\text{la durée contractuelle hebdomadaire} \times 52 / 12) / \text{nombre de jours du mois}] \times \text{nombre de jours couverts par le contrat}$

Exemple 1 :

Le bénéficiaire exerce en décembre une activité dont le contrat commence le 25 janvier 2007 d'une durée mensuelle de 78 heures.

Au titre du mois de janvier, la durée contractuelle de travail sera donc égale à  $78 \text{ heures} / 31 \times 7 = 17,61$  heures

Le bénéficiaire relève par conséquent pour ce mois du dispositif d'intéressement proportionnel.

c) Détermination de la durée contractuelle de travail en cas de pluralité de contrats

Si au cours d'un même mois, le bénéficiaire a conclu plusieurs contrats, les durées de travail prévues doivent être additionnées pour déterminer la durée contractuelle totale et le régime d'intéressement applicable.

Exemple 2 :

Le bénéficiaire exerce une activité dont le contrat va du 1er au 12 février 2007, puis du 19 février au 28 février 2007, d'une durée de 35 heures hebdomadaires.

- La durée mensuelle est égale à  $35 \times 52 / 12 = 151,67$  heures
- La durée contractuelle au titre du premier contrat s'élève pour le mois de février à :  $(151,67 / 28) \times 12 = 65$  heures
- La durée contractuelle au titre du deuxième contrat s'élève pour le mois de février à :  $(151,67 / 28) \times 10 = 54,17$  heures

- La durée totale contractuelle à retenir au titre du mois de février est donc égale à :  $65 + 54,17 = 119,17$  heures

Le bénéficiaire relève par conséquent pour ce mois du dispositif d'intéressement forfaitaire.

d) Détermination de la durée contractuelle de travail en cas de modification du contrat

Lorsqu'en cours de droit, la durée contractuelle de travail est modifiée, celle-ci est prise en compte immédiatement pour déterminer le dispositif d'intéressement applicable au mois considéré (cf. point 4.5 sur les successions d'activité).

#### **1.4 La notion de mois retenue pour la détermination des droits à intéressement**

Les droits à intéressement s'apprécient mensuellement, par mois civil, et non de date à date.

Exemple 3\_: Une activité d'une durée de travail supérieure à 78 heures est débutée le 15 novembre 2006 : le droit à intéressement est attribué pour le mois de novembre et pour une durée de douze mois, soit jusqu'à octobre 2007, et non jusqu'au 15 novembre.

## **II. LE REGIME D'INTERESSEMENT FORFAITAIRE**

### **2.1 L'activité professionnelle ouvrant droit**

A l'exclusion des CI-RMA et des contrats d'avenir (cf. point 1.2), l'exercice d'une activité salariée ou d'un stage de formation professionnelle rémunérée, d'une durée contractuelle de travail d'au moins 78 heures par mois, ou bien d'une activité non salariée, ouvre droit à l'intéressement forfaitaire.

### **2.2 Présentation du dispositif d'intéressement forfaitaire**

Sous réserve que toutes les conditions mentionnées au point I soient remplies, la reprise d'une activité professionnelle ouvre droit à douze mois d'intéressement se décomposant comme suit :

- pendant les trois premiers mois civils d'activité, un cumul à 100 % des revenus d'activité perçus durant le trimestre de référence avec l'allocation de RMI ou d'API
- pendant les neuf mois civils suivants, le versement d'une prime forfaitaire se cumulant avec les revenus d'activité.

Pendant ces neuf mois, l'intégralité des revenus d'activité perçus en trimestre de référence est prise en compte pour le calcul des allocations. Une allocation différentielle peut le cas échéant être versée.

Exemple 4 : Un bénéficiaire du RMI depuis janvier 2004 débute à compter du 3 janvier 2007 une activité salariée d'une durée de travail égale à 152 heures par mois, rémunérée à 985€. De janvier à mars 2007, le bénéficiaire cumulera intégralement son salaire avec son allocation, puis d'avril à décembre, il n'aura plus droit au RMI mais bénéficiera d'une prime de 150€.

Exemple 5 : Même exemple que 4 avec un début d'activité à compter du 3 février 2007.

Les trimestres de droits et de référence demeurent : janvier 2007/février/mars, avril/mai/juin, juillet/août/septembre, octobre/novembre/décembre, janvier 2008/février/mars, etc.

Ainsi, le bénéficiaire du RMI cumulera son salaire avec son allocation sur les mois de février et mars (trimestre de référence octobre/novembre/décembre), ainsi que sur avril (trimestre de référence janvier/février/mars). A compter de mai, la prime forfaitaire est due pour neuf mois, soit jusqu'à janvier 2008 sans modification des trimestres de référence.

NB : Des exemples supplémentaires sont annexés à la présente note d'information (cf. annexe 1)

### **2.3 Fin de droits à l'API ou au RMI en cours d'activité professionnelle**

#### **2.3.1 Maintien de la prime forfaitaire**

En cas de fin de droits au RMI ou à l'API, la prime forfaitaire est maintenue (articles L. 262-11 du CASF et L. 524-5 du CSS) jusqu'au terme des 12 mois d'intéressement initialement prévus et sous réserve de la poursuite de l'activité.

#### **2.3.2 Cessation d'activité pendant la période de maintien de la prime**

En cas de cessation d'activité au cours de la période de maintien, la prime n'est plus due à compter du premier jour du mois qui suit celui au cours duquel intervient la cessation d'activité.



Si une nouvelle activité est reprise alors que le droit au RMI ou à l'API a été supprimé, la prime n'est pas due. En effet, l'intéressé n'a plus la qualité de bénéficiaire du RMI ou de l'API pour prétendre à l'intéressement.

## **2.4 Montant et régime applicables à la prime forfaitaire**

### **2.4.1 Le montant de la prime forfaitaire**

<b>Montant de la prime forfaitaire</b>		
<b>Bénéficiaire du RMI</b>		<b>Bénéficiaire de l'API</b>
Isolé	150 euros	225 euros
Famille (allocataire et conjoint, concubin, partenaire lié par un PACS, enfants à charge)	225 euros *	

\* Si au sein d'un même foyer bénéficiaire du RMI, plusieurs personnes reprennent une activité, chacune pourra prétendre à une prime de 225 euros.

### **2.4.2 Procédure d'attribution de la prime forfaitaire**

La prime forfaitaire est attribuée par les caisses sur la base des déclarations de l'allocataire.

### **2.4.3 Attribution, recours et récupération, suivi statistique, évaluation et contrôle**

Le régime applicable au RMI ainsi que celui prévu pour les prestations familiales dont notamment l'API a été étendu respectivement aux primes forfaitaires versées aux bénéficiaires du RMI et de l'API.

Il en est ainsi des règles relatives à :

- L'insaisissabilité et l'incessibilité ;
- Le recouvrement des indus (cf. point VII) ;
- Les remises de dettes ;
- Le contrôle ;
- Les échanges d'informations ;
- Le secret professionnel ;
- Le droit de communication ;
- Le contentieux ;
- La prescription ;
- La compétence du département et de l'organisme débiteur ;
- Les statistiques.

Par dérogation, trois exceptions sont prévues :

- Les seuils de non-versement et de non-recouvrement du RMI ne sont pas applicables à la prime forfaitaire (article L. 262-22 du CASF) ;
- Il en est de même s'agissant du dispositif de tutelle aux prestations sociales prévu en matière de RMI et d'API (articles L. 262-45 du CASF et L. 552-6 du CSS) ;

- Les dates d'effet du droit à la prime répondent à des règles propres, ainsi que la revalorisation de son montant qui n'est pas automatique.

#### 2.4.4 Financement et convention de gestion de la prime

Venant en remplacement de l'ancien dispositif d'intéressement, la prime forfaitaire due au titre du RMI est à la charge du département. Pour l'API, la prime forfaitaire est à la charge de l'Etat.

En cas de cumul d'allocations, les règles de détermination de la collectivité débitrice de la prime sont mentionnées au point 4.8.1.

En outre, pour le RMI, ladite prime est gérée par les caisses d'allocations familiales et de mutualité sociale agricole à titre gratuit dans le cadre de conventions de gestion conclues avec le département (article D. 262-59 du CASF). Comme pour le RMI, une convention détermine l'étendue des compétences déléguées par les départements aux organismes débiteurs de cette prime (article L. 262-32 du CASF). Il pourra s'agir par exemple de l'attribution de la prime forfaitaire, de la suspension ou de la fin de droit.

#### 2.4.5 Régime fiscal de la prime forfaitaire

La prime forfaitaire n'est pas assujettie à l'imposition sur le revenu des personnes physiques, ni à la CSG, ni à la CRDS.

#### 2.4.6 Incidences sur la base ressources des prestations servies par les caisses

La prime forfaitaire n'est pas prise en compte dans les ressources pour le calcul du RMI, de l'API et des autres prestations familiales.

### III. LE REGIME D'INTERESSEMENT PROPORTIONNEL

#### 3.1 L'activité professionnelle ouvrant droit

A l'exclusion des CI-RMA et des contrats d'avenir (cf. point 1.2), l'exercice d'une activité salariée ou d'un stage de formation professionnelle rémunérée, d'une durée contractuelle de travail inférieure à 78 heures par mois, ouvre droit à l'intéressement proportionnel.

#### 3.2 Présentation du dispositif d'intéressement proportionnel

Sous réserve que toutes les conditions mentionnées au point I soient remplies, la reprise d'une activité professionnelle ouvre droit à douze mois d'intéressement se décomposant comme suit :

- pendant les trois premiers mois civils d'activité, cumul à 100 % des revenus d'activité perçus durant le trimestre de référence avec l'allocation de RMI ou d'API ;
- pendant les neuf mois civils suivants, cumul à 50 % des revenus d'activité perçus durant le trimestre de référence avec le RMI ou l'API.

Exemple 6 : Une bénéficiaire de l'API depuis avril 2004 débute à compter du 20 juillet 2007 une activité salariée d'une durée de travail égale à 76 heures par mois rémunérée à 400€. De juillet à septembre 2007, la bénéficiaire cumulera intégralement son salaire avec son allocation, puis d'octobre 2007 à juin 2008, ses salaires seront affectés d'un abattement de 50% pour le calcul de l'API. Son allocation sera donc égale à 735,75€ (montant de l'API pour une femme avec un enfant) – (400 / 2) = 535,75 €.

Exemple 7 : Même exemple que 6 avec un début d'activité à compter du 20 septembre 2007. Les trimestres de droits et de référence demeurent : avril/mai/juin 2007, juillet/août/septembre, octobre/novembre/décembre, janvier 2008/ février/mars, avril/mai/juin, etc.

Ainsi, la bénéficiaire de l'API cumulera intégralement son salaire avec son allocation sur le mois de septembre (trimestre de référence avril/mai/juin), ainsi que sur octobre et novembre (trimestre de référence juillet/août/septembre). De décembre 2007 à août 2008, ses salaires seront affectés d'un abattement de 50% pour le calcul de l'API. Son allocation sera donc égale à :

- Pour le mois de décembre 2007 (trimestre de référence juillet/août/septembre) : 735,75€ (montant de l'API pour une femme isolée avec un enfant) –  $\{(400 / 3) / 2\} = 669,09 \text{ €}$
- De janvier à août 2008 : 735,75€ (montant de l'API pour une femme isolée avec un enfant) –  $\{[(400 \times 3) / 3] / 2\} = 535,75 \text{ €}$

A compter de septembre 2008, l'intégralité des salaires perçus durant le trimestre de référence sera prise en compte pour le calcul de l'API.

#### **IV. DISPOSITIONS COMMUNES A L'INTERESSEMENT FORFAITAIRE ET PROPORTIONNEL**

##### **4.1 Articulation de l'intéressement mensuel avec le mode de révision trimestrielle du RMI et de l'API**

L'examen mensuel des droits à intéressement ne remet pas en cause le mode de révision trimestrielle du RMI et de l'API. Les trimestres de référence et de droits déterminés à partir de la date de la demande du RMI ou de l'API sont maintenus indépendamment de la date de reprise de l'activité (articles R. 262-39 et 38 du CASF et R. 524-18 et R. 524-5 du CSS).

Cf. exemples 6 et 7

##### **4.2 Dates d'effet des mesures d'intéressement**

L'intéressement est octroyé à compter du premier jour du mois au cours duquel toutes les conditions sont réunies et prend fin à compter du premier jour du mois qui suit celui au cours duquel toutes les conditions cessent d'être réunies (articles R. 262-11-5 du CASF et R. 524-12 du CSS).

Exemple 8 : Un bénéficiaire de RMI depuis juillet 2004 débute un CDD de 6 mois à compter de novembre 2006 d'une durée de travail supérieure à 78 heures. En mai 2007, il conclut un CI-RMA. L'intéressé aura droit à l'intéressement dès novembre 2006 et jusqu'en avril 2007 : cumul intégral de son revenu d'activité de novembre 2006 à janvier 2007, puis droit à la prime forfaitaire jusqu'à avril 2007.

##### **4.3 Cessation d'activité**

###### **4.3.1 Sans revenu de substitution**

Afin de tenir compte de la baisse des ressources du bénéficiaire, en cas de cessation d'activité sans revenu de substitution (par exemple des allocations de chômage), il est désormais prévu :

- Une neutralisation totale et automatique des revenus d'activité perçus durant le trimestre de référence : le RMI ou l'API est donc rétabli à taux plein, sous réserve toutefois des autres conditions de droit commun notamment de ressources (articles R. 262-11-2 du CASF et R. 524-9 du CSS). Antérieurement, seul un abattement limité au montant du RMI de base pour une personne isolée était appliqué.
- Une date d'effet différente : cette neutralisation s'applique à compter du premier jour du mois au cours duquel survient la fin de perception du revenu sans revenu de substitution. La neutralisation prend fin le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel l'intéressé perçoit à nouveau un

revenu de substitution. Dans l'ancien dispositif, l'abattement partiel n'était octroyé que le mois suivant celui au cours duquel intervenait la fin de perception du revenu sans revenu de substitution.

En revanche, pour le mois de cessation d'activité sans revenu de substitution, la prime forfaitaire n'est pas due (articles R. 262-11-2 et R. 262-11-5 du CASF, R. 524-9 et R. 524-12 du CSS).

Exemple 9 : Une bénéficiaire de l'API sans ressources depuis août 2005 débute un CDD de 6 mois à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2006 d'une durée de travail de 152 heures par mois rémunérée à 985€. Le 15 mai 2007, son contrat prend fin et l'intéressée n'ouvre pas droit aux allocations de chômage. Dès mai, l'API lui est rétablie à taux plein, les revenus d'activité déclarés en trimestre de référence, soit en février/mars/avril 2007 étant neutralisés pour le calcul de l'allocation. La prime forfaitaire n'est pas due pour le mois de mai.

Exemple 10 : Même exemple avec un CDD allant du 1<sup>er</sup> décembre 2006 au 31 mai 2007. L'intéressée ne pourra prétendre au rétablissement de son allocation qu'à compter de juin 2007. En effet, sur le mois de mai, la condition cumulative de fin de perception d'un revenu d'activité et d'absence de revenu de substitution n'est pas remplie.

#### 4.3.2 Avec revenu de substitution

Les règles suivantes sont applicables en cas de cessation d'activité compensée par la perception d'un revenu de substitution (articles R. 262-10, R.262-11-2 et R. 262-11-5 du CASF et R. 524-6, R. 524-9 et R. 524-12 du CSS) :

- si le revenu de substitution est un revenu d'activité ou des indemnités journalières de sécurité sociale (cf. point 4.4), l'intéressement continue à s'appliquer dans la limite des douze mois d'intéressement ;
- si le revenu de substitution consiste par exemple en des allocations de chômage, l'intéressé n'étant plus en activité, l'intéressement n'est donc plus dû à compter du mois suivant la fin de l'activité. Les revenus d'activité perçus en trimestre de référence sont donc pris en compte pour le calcul des droits au RMI et à l'API.

**Afin d'éviter les indus et dans le cadre de l'accès aux droits, il est demandé aux organismes débiteurs d'appeler les dates de fin de contrats des bénéficiaires reprenant une activité. En effet, la gestion de ces données leur permettra de se rapprocher des allocataires deux mois avant la fin de leurs contrats pour connaître leur situation professionnelle et les inviter à faire valoir leurs droits aux allocations de chômage conformément aux articles L. 262-35 du CASF et L. 524-4 du CSS. La loi de finances pour 2007 vient en effet d'instituer un principe de subsidiarité en matière d'API.**

#### 4.4 Arrêt maladie, congé de maternité, etc.

En cas d'incapacité physique médicalement constatée à continuer ou reprendre le travail, d'accident du travail ou de maladie professionnelle, de congé légal de maternité, de paternité ou d'adoption, le bénéficiaire du RMI ou de l'API a droit au maintien des mesures d'intéressement pendant trois mois maximum et dans la limite de son arrêt de travail.

Les indemnités journalières de sécurité sociale sont alors assimilées à des salaires pour la détermination des droits à l'intéressement (articles R. 262-11-6 du CASF et R. 524-13 du CSS).

Ce maintien d'intéressement est applicable à compter du mois au cours duquel intervient l'arrêt de travail.

A l'issue de ce délai de trois mois, les indemnités journalières de sécurité sociale sont prises en compte pour le calcul du RMI et de l'API.

Ces règles ne sont pas remises en cause en cas d'hospitalisation.

Ainsi, par exemple, en cas d'arrêt maladie et d'hospitalisation du bénéficiaire du RMI en situation d'isolement, le maintien de l'intéressement pendant trois mois maximum et dans la limite de l'arrêt de travail continue de s'appliquer : pendant le délai de carence de 60 jours prévu à l'article R. 262-45 du

CASF, le RMI sera calculé dans les conditions de droit commun après application de l'intéressement. Puis, le mois suivant les 60 jours, le RMI sera réduit de 50 % après intéressement (article R. 262-46 du CASF).

#### 4.5 Succession d'activités

En cas de succession d'activités, l'intéressement est poursuivi dans la limite totale de douze mois d'intéressement, déduction faite cependant des mois d'intéressement acquis au titre de(s) précédente(s) activité(s) intéressée(s) (articles R. 262-10 du CASF et R. 524-6 du CSS).

**NB : La règle ancienne de poursuite d'intéressement si le trimestre de référence comprend des revenus d'activité n'est plus applicable (anciens articles R. 262-8 du CASF et R. 524-3 du CSS).**

Exemple 11 : Un bénéficiaire de RMI depuis août 2003 débute un CDD de six mois d'une durée de travail de 90 heures par mois à compter d'octobre 2006, puis un CDD de trois mois de 78 heures mensuelles à compter de juin 2007, puis un CDI de 169 heures mensuelles à compter de novembre 2007. L'intéressé aura droit à un intéressement se décomposant comme suit :

- D'octobre à décembre 2006 : cumul à 100% des revenus d'activité issus de son CDD de 6 mois avec le RMI
- De janvier à mars 2007 : versement d'une prime forfaitaire de 150 € au titre du CDD de 6 mois
- En avril et mai 2007 : rétablissement du RMI à taux plein
- De juin à août 2007 : versement d'une prime de 150 € au titre du CDD de 3 mois
- En septembre et octobre 2007 : rétablissement du RMI à taux plein
- De novembre à janvier 2008 : versement d'une prime de 150 € au titre du CDI (fin de droit à l'intéressement des 12 mois)
- A compter de février 2008 : les revenus d'activité sont pris en compte dans leur intégralité pour le calcul du RMI (fin de l'intéressement des 12 mois).

En cas d'interruption d'activité de six mois minimum, la nouvelle activité reprise fait l'objet d'une nouvelle mesure d'intéressement.

#### 4.6 Prolongation de la durée d'intéressement

A l'issue des douze mois d'intéressement, si le bénéficiaire du RMI a travaillé moins de 750 heures contractuelles, le président du Conseil général peut au regard du parcours d'insertion de l'intéressé prolonger l'intéressement (article R. 262-11-1 du CASF).

L'intéressement prend alors fin le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel le plafond des 750 heures est atteint.

En matière d'API, la prolongation de l'intéressement est automatique (R. 524-8 du CSS).

#### 4.7 Droit à un nouvel intéressement

Ouvre droit à une nouvelle mesure d'intéressement, c'est-à-dire à un nouveau cycle complet d'intéressement de 12 mois, toute activité reprise après une interruption d'activité d'au moins 6 mois décomptée à partir du premier jour du mois suivant celui au cours duquel intervient la fin de l'activité (articles R. 262-11-3 du CASF et R. 524-10 du CSS).

Exemple 12 :

Si une activité cesse le 15 mars 2007, un droit à nouvel intéressement n'est ouvert que si la nouvelle activité est reprise au plus tôt à compter d'octobre 2007.

**NB : La règle ancienne de poursuite d'intéressement si le trimestre de référence comprend des revenus d'activité n'est plus applicable (anciens articles R. 262-8 du CASF et R. 524-3 du CSS)**

Exemple 13 : Un bénéficiaire du RMI depuis août 2003 débute un CDD de six mois d'une durée de travail de 90 heures par mois à compter d'octobre 2006, puis un CDD de trois mois de 78 heures mensuelles à compter d'octobre 2007. Les droits à intéressement se décomposent comme suit :

- D'octobre à décembre 2006 : cumul à 100% des revenus d'activité issus de son CDD de 6 mois avec le RMI
- De janvier à mars 2007 : versement d'une prime forfaitaire de 150 € au titre du CDD de 6 mois
- D'avril à septembre 2007 : rétablissement du RMI à taux plein
- A compter d'octobre 2007 : son CDD de 3 mois ouvre droit à une nouvelle mesure d'intéressement.

#### **4.8 Cumul d'allocations pendant l'exercice d'une activité**

##### **4.8.1 L'activité donne droit à l'intéressement forfaitaire**

En cas de cumul de l'ASS, de l'API et/ou du RMI, une seule prime forfaitaire est due et selon l'ordre de priorité suivant : ASS, API et RMI (articles L. 262-11 du CASF et L. 524-5 du CSS).

##### **4.8.2 L'activité donne droit à l'intéressement proportionnel**

En cas de cumul du RMI et de l'API, les règles habituelles de calcul des allocations s'appliquent. L'API est donc calculée prioritairement en tenant compte des revenus d'activité après application des mesures d'intéressement, puis déduite du RMI (article R. 262-9 du CASF). Afin de ne pas compenser la minoration de l'API, le RMI étant une allocation différentielle, les revenus d'activité sont également pris en compte après application de l'intéressement.

#### **4.9 Basculement d'un dispositif d'intéressement à un autre**

Lorsque l'évolution de l'activité du bénéficiaire se traduit par un basculement du système d'intéressement proportionnel au dispositif d'intéressement forfaitaire ou inversement, le nouvel intéressement est appliqué dans la limite totale de douze mois d'intéressement, déduction faite cependant des mois d'intéressement acquis au titre de(s) précédente(s) activité(s) intéressée(s) (articles R. 262-10 du CASF et R. 524-6 du CSS).

Exemple 14 : Un bénéficiaire du RMI depuis août 2003 débute un CDD de six mois d'une durée de travail de 90 heures par mois à compter d'octobre 2006, puis un CDD de trois mois de 50 heures mensuelles à compter d'avril 2007. Les droits à intéressement se décomposent comme suit :

- D'octobre à décembre 2006 : cumul à 100% des revenus d'activité issus de son CDD de 6 mois avec le RMI
- De janvier à mars 2007 : versement d'une prime forfaitaire de 150 € au titre du CDD de 6 mois
- D'avril à juin 2007 : cumul à 50 % des revenus d'activité issus du CDD de 3 mois
- Il reste à l'allocataire un droit potentiel à intéressement de 3 mois.

#### **4.10 Basculement de l'API au RMI ou du RMI à l'API en cours d'intéressement**

En cas de basculement de l'API au RMI, ou inversement, l'intéressement est poursuivi au titre de la nouvelle allocation perçue dans la limite totale de douze mois d'intéressement, déduction faite des mois d'intéressement acquis au titre de la précédente allocation (articles R. 262-11-4 du CASF et R. 524-11 du CSS).

Dans le cadre de l'intéressement forfaitaire, les articles L. 262-11 du CASF et L. 524-5 du CSS précisent que la prime forfaitaire reste due au titre de l'allocation initialement perçue (cf. point 2.4.4).

#### **4.11 Date d'entrée en vigueur de la réforme et dispositions transitoires**

##### **4.11.1 Nouvelle mesure d'intéressement**

La réforme de l'intéressement est entrée en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2006.

Ainsi, les nouvelles modalités d'intéressement sont applicables dès lors que le début d'activité est intervenu à compter de cette date.

En cas de succession d'activités, la nouvelle activité débutée à compter du 1<sup>er</sup> octobre est de la même manière soumise aux nouvelles modalités d'intéressement, sauf cas particulier visé au point 4.11.2.

#### 4.11.2 Ancienne mesure d'intéressement

Pour pouvoir maintenir l'ancien intéressement, une triple condition cumulative est imposée par le législateur.

L'article 18 de la loi du 23 mars 2006 dispose en effet que : « Les personnes qui, à la date de l'entrée en vigueur des articles L. 322-12 et L. 351-20 du code du travail, L. 262-11 du code de l'action sociale et des familles et L. 524-5 du code de la sécurité sociale, dans leur rédaction issue de la présente loi, perçoivent à la fois des revenus tirés d'une activité professionnelle ou de stages de formation et l'une des allocations instituées par les articles L. 351-10 du code du travail, L. 262-1 du code de l'action sociale et des familles et L. 524-1 du code de la sécurité sociale, et bénéficient des dispositions applicables avant cette date autorisant un cumul des revenus tirés d'une activité professionnelle ou d'un stage de formation avec leur allocation, continuent de bénéficier de ces mêmes dispositions pour les durées et selon les conditions qu'elles prévoient. ».

Ainsi, la personne doit à compter du 1<sup>er</sup> octobre :

- Etre bénéficiaire du RMI ou l'API
- Percevoir à cette même date un revenu d'activité
- Lequel est soumis aux anciennes mesures d'intéressement.

Cela peut être le cas par exemple :

- d'une activité débutée antérieurement au 1<sup>er</sup> octobre 2006 et qui se poursuit ;
- d'une activité soumise à l'ancien intéressement et d'exercice d'une activité complémentaire à compter du 1<sup>er</sup> octobre. La nouvelle activité débutée fait l'objet de la poursuite des anciennes mesures d'intéressement conformément à l'article 18 de la loi du 23 mars 2006.

#### 4.11.3 Absence de délai de carence entre les anciennes et les nouvelles mesures d'intéressement

Pour l'application d'une nouvelle mesure d'intéressement, aucun délai de carence n'est applicable à l'issue d'une ancienne mesure d'intéressement.

Exemple 15: Une bénéficiaire de l'API depuis janvier 2003 exerce une activité d'avril 2005 à août 2006, puis reprend une activité à compter d'octobre.

Les droits à intéressement se décomposent comme suit :

- Ancienne mesure d'intéressement :  
L'activité débutée en avril 2005 est soumise aux anciennes mesures d'intéressement jusqu'au trimestre avril / mai / juin 2006 correspondant au quatrième trimestre d'intéressement. Les revenus issus de l'activité poursuivie sont donc pris en compte intégralement à compter de juillet 2006. En septembre, les revenus d'activité perçus en trimestre de référence avril / mai / juin font l'objet d'un abattement (absence de revenu de substitution).
- Nouvelle mesure d'intéressement issue de la réforme :  
L'activité débutée à compter d'octobre 2006 fait l'objet des mesures issues de la loi du 23 mars 2006. Les revenus issus de la précédente activité et déclarés sur le trimestre juillet / août / septembre sont cependant pris en compte pour le calcul de l'allocation.

Exemple 16 : Un bénéficiaire du RMI depuis avril 2003 exerce une activité de juillet 2005 à août 2006, puis reprend une activité en novembre 2006.

Les droits à intéressement se décomposent comme suit :

- Ancienne mesure d'intéressement :

L'activité exercée en juillet 2005 est soumise aux anciennes mesures d'intéressement jusqu'en août 2006. En septembre, un abattement limité au RMI de base pour une personne isolée est appliqué sur les revenus d'activité perçus en trimestre de référence avril / mai / juin 2006 (absence de revenus de substitution).

- Nouvelles mesures issues de la réforme :
- En octobre, neutralisation des revenus d'activité perçus en trimestre juillet / août / septembre
- En novembre, l'activité nouvellement débutée fait l'objet d'une mesure d'intéressement telle qu'issue de la loi du 23 mars 2006.

## **PARTIE 2. MODIFICATION DU CALCUL DU RMI, DE L'API ET DE L'AAH DANS LE CADRE DES CI-RMA OU DES CONTRATS D'AVENIR**

### **V. IMPACT DE LA CESSATION DU CI-RMA ET DU CONTRAT D'AVENIR SUR LE CALCUL DU RMI, DE L'API ET DE L'AAH**

Comme pour le RMI, en cas de cessation d'activité dans le cadre d'un CI-RMA ou d'un contrat d'avenir (rupture, non-renouvellement du contrat sans reprise d'activité), l'aide forfaitaire à l'employeur due dans le cadre de ces deux contrats n'est plus déduite de l'API ou de l'AAH à compter du premier jour du mois au cours duquel intervient la fin du contrat (articles R. 524-15 et R. 821-4 du CSS)

Cette mesure a pris effet à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2006.

## **PARTIE 3. LA PRISE EN CHARGE DES JEUNES ENFANTS DES BENEFICIAIRES DU RMI ET DE L'API**

### **VI. PRIORITE D'ACCES A UN MODE D'ACCUEIL**

La prise en charge des enfants pouvant constituer un obstacle à la reprise d'emploi, l'article L. 214-7 du CASF prévoit une priorité d'accès aux établissements et service d'accueil des jeunes enfants en faveur des enfants des bénéficiaires du RMI et de l'API qui retrouvent une activité.

Les modalités d'application de cet article ont été précisées par le décret n° 2006-1753 du 23 décembre 2006.

## **PARTIE 4. LE NOUVEAU DISPOSITIF DE RECUPERATION DES INDUS, DE CONTROLE ET DE SANCTIONS**

### **VII. L'AMELIORATION DE LA RECUPERATION DES INDUS EN CAS DE PRESENCE DISCONTINUE DANS LE DISPOSITIF DE RMI**

Le fondement juridique permettant aux départements de récupérer les indus d'allocations du RMI et de la prime forfaitaire instituée par l'article L.262-11 du CASF, est renforcé par deux dispositions juridiques nouvelles.

En effet, la nouvelle rédaction de l'article L.262-41 du CASF, issue de la loi du 23 mars 2006, permet désormais :

- 1) Une récupération opérée indifféremment sur les allocations versées au titre du RMI ou sur la prime forfaitaire, après interruption du versement du RMI.
- 2) Une récupération appliquée, de la même façon, aux indus d'allocations du RMI et aux indus de la prime forfaitaire.

Ce dispositif de récupération est précisé à l'article R.262-73 du CASF : *"Sauf si l'allocataire opte pour le remboursement de l'indu en une seule fois ou si un échéancier a été établi avec son accord, l'organisme*



*payeur procède au recouvrement de tout paiement indu d'allocation ou de prime forfaitaire par retenue sur le montant des allocations ou des primes forfaitaires par retenue sur le montant des allocations ou des primes forfaitaires à échoir dans la limite de 20% de ces allocations ou primes forfaitaires.*

*A défaut de récupération sur les allocations ou primes forfaitaires à échoir, le président du conseil général constate l'indu et transmet au payeur départemental le titre de recettes correspondant pour le recouvrement.*

*Dans le cas où le droit à l'allocation ou à la prime forfaitaire a cessé, le remboursement doit être fait en une seule fois ou selon un échéancier établi par le payeur départemental. **Toutefois, si le débiteur est à nouveau bénéficiaire du revenu minimum d'insertion ou de la prime forfaitaire, le payeur départemental peut procéder au recouvrement du titre de recettes par précompte sur les allocations ou primes forfaitaires à échoir, dans les conditions et limites prévues au premier alinéa**.*

La dernière phrase de cet article permet donc au payeur départemental, dans l'hypothèse où des indus sont constatés alors que leur bénéficiaire ne perçoit plus de prestation, de récupérer ces sommes par précompte sur les allocations de RMI ou de prime forfaitaire dont bénéficierait à nouveau ce débiteur. Ceci remédie à la situation antérieure dans laquelle la récupération d'indus n'était juridiquement pas possible lors de la reprise des versements du RMI suite à interruption pour des motifs divers.

Ce système de récupération ne se heurte pas au principe d'insaisissabilité de ces allocations fixé à l'article L.262-44 du CASF.

Le bon fonctionnement du dispositif suppose que le payeur départemental soit informé qu'un débiteur d'indu au titre du RMI ou de la prime forfaitaire bénéficie à nouveau de ces allocations. Dans ce cas, le payeur départemental est en mesure de présenter, sans autre formalité, à la caisse d'allocations familiales ou de mutualité sociale agricole versante la pièce constatant les droits à récupération qui lui a été délivrée par le président du conseil général pour justifier le recouvrement de cet indu. La caisse effectue alors un précompte, dès l'échéance suivante, sur les allocations à servir dans les conditions et limites fixées par l'article R.262-73 du CASF.

La mise en œuvre d'un dispositif d'échanges d'informations (nature et qualité des échanges, périodicité) entre les différents organismes concernés pour assurer l'efficacité de ces mesures est en cours d'expertise. Les orientations retenues feront l'objet d'une prochaine note d'information diffusée au cours du premier semestre 2007.

## **VIII. LE RENFORCEMENT DES CONTROLES EN MATIERE DE RMI ET D'API**

### **8.1 Travail dissimulé**

L'article 13 de la loi du 23 mars 2006 vient renforcer le contrôle du RMI en prévoyant notamment que désormais, lorsqu'il sera constaté une infraction à la législation du travail, les inspecteurs du travail devront informer le président du conseil général qui pourra alors suspendre l'allocation, la réviser, réclamer à l'allocataire l'indu de RMI, et/ou prononcer une sanction administrative ou pénale (article L. 262-33-1 du CASF).

### **8.2 Les autres dispositifs de contrôle et de lutte contre la fraude**

Il convient de souligner que dans le cadre de la loi n° 2005-1579 du 19 décembre 2005 de financement de la sécurité sociale pour 2006, le dispositif de contrôle et de lutte contre la fraude mis en œuvre par les organismes débiteurs des prestations de sécurité sociale a été également renforcé ou visibilisé (article 92 créant un chapitre IV ter intitulé : « Contrôle et lutte contre la fraude »).

Ces mesures s'appliquent au RMI et à l'API sauf disposition spécifique (exemple : l'article L. 262-33-1 du CASF au regard de l'article L. 114-15 du CSS).

Figurent notamment dans ce dispositif :

- l'obligation pour les organismes d'effectuer un contrôle en cas de fraude (article L. 114-9 du CSS) ;
- la possibilité de contrôler une situation de fait à l'étranger (exemple : contrôle des revenus perçus à l'étranger -article L. 114-11 du CSS) ;

- l'obligation de communication entre organismes de sécurité sociale, mais aussi avec les ASSEDIC : toute information nécessaire à l'attribution et au contrôle des prestations peut être demandée (article L. 114-12 du CSS) ;
- la possibilité pour l'administration fiscale et l'autorité judiciaire de transmettre des informations aux caisses (articles L. 114-14 et L. 114-16 du CSS).

Des précisions vous seront données ultérieurement.

## **IX. LE DISPOSITIF DE SANCTIONS GRADUEES EN CAS DE FRAUDE AU RMI ET A L'API**

En cas de fraude au RMI ou à l'API, la loi du 23 mars 2006 a créé un nouveau régime de sanction pénale et de sanction administrative.

### **9.1 Les nouvelles sanctions en matière de RMI**

#### **9.1.1 Sanction pénale**

En cas de fraude ou de tentative de fraude au RMI, une sanction pénale de 4000€ pourra être prononcée. Celle-ci pourra être doublée en cas de récidive (article L. 262-46 du CASF).

#### **9.1.2 Sanction administrative**

##### **A. Fait punissable**

Lorsqu'ils sont délibérés, toute déclaration erronée, incomplète ou toute absence de déclaration d'un changement de situation, aboutissant à des versements indus, est passible d'une sanction administrative d'un montant maximum de 3000€ (article L. 262-47-1 du CASF).

##### **B. Exceptions**

Aucune pénalité ne peut intervenir (article L. 262-47-1 du CASF) :

- pour des faits remontant à plus de deux ans ;
- lorsque la personne concernée a déjà été définitivement condamnée par le juge pénal pour les mêmes faits, ou a bénéficié d'une décision définitive de non-lieu ou de relaxe déclarant que la réalité de l'infraction n'est pas établie ou que cette infraction ne lui est pas imputable.

##### **C. Procédure de prononcé**

Lorsque le président du conseil général envisage de prononcer cette sanction (article R. 262-48-1 du CASF), une information écrite préalable doit être adressée au bénéficiaire de l'allocation lui indiquant qu'un délai d'un mois lui est laissé pour présenter ses observations ou pour saisir la commission locale d'insertion (CLI). Le bénéficiaire peut être assisté de la personne de son choix.

La CLI doit rendre son avis dans un délai maximum d'un mois. A défaut, son avis est réputé rendu.

A l'issue de ce délai ou dès réception de l'avis de la CLI, le président du conseil général a quinze jours pour se prononcer sur la sanction et rendre sa décision motivée.

Le produit de l'amende est versé aux comptes du département.

##### **D. Les voies de recours**

Toute décision de sanction administrative prononcée par le président du Conseil général doit être notifiée à l'intéressé et indiquer les délais et voies de recours dont il dispose pour les contester.

En cas de contestation, un recours gracieux doit être porté dans un délai de 2 mois à compter de la réception par l'intéressé de la notification de la décision de sanction, devant le président du Conseil général qui a pris la décision de sanction. Ce dernier dispose alors d'un délai de deux mois pour se prononcer. Ce recours n'est pas suspensif.

Le recours contentieux doit être formé devant le tribunal administratif dans un délai de 2 mois à compter de la réception par l'intéressé de la notification de la décision de sanction, ou à compter de la réception par l'intéressé de la décision du Président du Conseil général sur sa demande de recours gracieux. Ce recours n'est pas suspensif sauf en cas de référé suspension introduit par l'intéressé avant qu'il ne soit statué sur le recours au fond (article L 521-1 du code de justice administrative).

#### **E. Concours entre procédure administrative et pénale**

Conformément à l'article L. 262-47-1 du CASF, dans le cas où une décision de non-lieu ou de relaxe intervient postérieurement au prononcé d'une pénalité, l'annulation de la pénalité intervient automatiquement de plein droit.

Si une amende pénale intervient pour les mêmes faits après le prononcé de la pénalité administrative, le montant de l'amende administrative s'impute sur celui de l'amende pénale.

### **9.2 Les nouvelles sanctions en matière d'API**

Elles sont similaires à celles applicables au RMI (cf. point 9.1).

S'agissant toutefois de la sanction administrative, la procédure de prononcé sera distincte (article L. 524-7 du CSS). Les modalités d'application de cette disposition ont été précisées par le décret n°2006-1744 du 23 décembre 2006.

#### **X. DATE D'ENTREE EN VIGUEUR**

Sauf mentions particulières dans la présente partie, ces dispositions issues de la loi du 23 mars 2006 sont entrées en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2006.

<b>PARTIE 5. LES AUTRES MESURES PREVUES PAR LA LOI POUR LE RETOUR A L'EMPLOI</b>
--

#### **XI. LE RECOUVREMENT SUR SUCCESSION EN MATIERE DE RMI**

Le recouvrement sur succession prévu par l'article L. 262-43 du CASF n'a jamais été mis en œuvre, le décret d'application n'ayant jamais été pris.

Aussi, le nouvel article L. 262-43 modifié par l'article 12 de la loi du 23 mars 2006 prévoit l'absence de toute récupération sur succession ou de tout recouvrement du RMI en cas de retour à meilleure fortune du bénéficiaire.

#### **XII. LES CONDITIONS D'ACCES AU RMI DES RESSORTISSANTS COMMUNAUTAIRES**

Pour accéder au RMI, l'article L. 262-9-1 du CASF modifié par l'article 9 de la loi du 23 mars 2006 impose désormais aux ressortissants communautaires une double condition : satisfaire aux conditions exigées pour bénéficier d'un droit au séjour et avoir résidé en France pendant une durée minimale de trois mois précédant la demande.

Toutefois, cette dernière condition n'est pas exigée pour certains demandeurs.

##### **12.1 Le droit au séjour**

La note d'information n°DGAS/1C/2005/165 du 24 mars 2005 relative au droit au revenu minimum d'insertion des ressortissants de l'Union européenne et des autres Etats parties à l'accord sur l'Espace économique européen, qui précise la notion de droit au séjour, reste applicable.

## **12.2 Délai de résidence antérieure en France et exceptions**

En sus de la condition de droit au séjour, le ressortissant communautaire doit pour accéder au RMI avoir résidé en France pendant une durée minimale de trois mois précédant sa demande d'allocation.

Cette condition n'est pas applicable aux demandeurs ainsi qu'aux membres de leur famille :

- exerçant une activité professionnelle déclarée ;
- ayant exercé une telle activité en France et étant soit en incapacité temporaire de travailler pour raisons médicales, soit suivant une formation professionnelle au sens des articles L. 900-2 et L. 900-3 du code du travail, soit inscrits sur la liste des demandeurs d'emploi visée à l'article L. 311-5 du code du travail.

cette disposition est d'application immédiate, sans qu'il soit nécessaire qu'un décret en Conseil d'Etat vienne en préciser les modalités.

### **XIII. LA CONDITION DE RESIDENCE EN FRANCE POUR LE BENEFICE DU RMI**

Conformément à l'article R. 262-2-1 du CASF, sera désormais considéré comme résidant en France le bénéficiaire qui y réside :

- de manière permanente
- ou pendant neuf mois, consécutifs ou non, au cours de l'année civile.

En cas de séjour hors de France de plus de trois mois, soit de date à date, soit sur une année civile, le RMI est dû pour les seuls mois civils complets de présence sur le territoire.

### **XIV. EXCLUSION DE CERTAINES PRESTATIONS A OBJET SPECIALISE POUR LE CALCUL DU RMI ET DE L'API**

Conformément aux articles R. 262-6 du CASF et R. 524-3 du CSS, sont exclues du calcul du RMI et de l'API, les mesures de réparation servies aux orphelins dont les parents ont été victimes de persécutions antisémites et d'actes de barbarie durant la seconde guerre mondiale (article 2 des décrets n°2000-657 du 13 juillet 2000 et n°2004-751 du 29 juillet 2004).

### **XV. PRISE EN COMPTE DE LA DIMINUTION DES RESSOURCES DU BENEFICIAIRE DU RMI OU DE L'API POUR LE CALCUL DES ALLOCATIONS**

Les articles R. 262-11-2 du CASF et R. 524-9 du CSS prévoient l'application d'une mesure de neutralisation totale ou partielle sur les revenus perçus durant le trimestre de référence en cas de fin de perception de ce revenu non compensée par une nouvelle ressource.

#### **15.1 Neutralisation automatique et totale de certaines ressources**

Outre les revenus d'activité (cf. point 4.3), en cas de fin de perception de l'allocation de retour à l'emploi (ARE), l'allocation temporaire d'attente (ATA), l'allocation de solidarité spécifique (ASS) et les prestations d'aide sociale à l'enfance mentionnées au chapitre II du titre II du livre II du CASF (soit les secours et allocations mensuelles d'aide à domicile), sans revenu de substitution, le bénéficiaire a droit immédiatement à une neutralisation automatique et totale de ces revenus perçus durant le trimestre de référence.

S'agissant des secours et allocations mensuelles d'aide à domicile, celles-ci ne seront neutralisées en RMI que dans la mesure où elles n'entrent pas dans le cadre du 10° de l'article R. 262-6 du CASF.

#### **15.2 Neutralisation facultative et partielle des autres revenus**

En cas de fin de perception d'un revenu autre que ceux mentionnés au point 15.1, sans revenu de substitution, le bénéficiaire du RMI peut prétendre, sur décision du président du conseil général, à un abattement de ce revenu. Cet abattement partiel est limité au montant du RMI pour une personne isolée (soit 433,06€ au 1<sup>er</sup> janvier 2006).

En matière d'API, cette neutralisation d'un montant au plus égal à celui du RMI pour une personne isolée est automatique (article R. 524-9 du CSS).

Ces deux mesures de neutralisation s'appliquent à compter du mois où survient la fin de perception du revenu sans revenu de substitution. Elles prennent fin le mois suivant au cours duquel l'intéressé perçoit à nouveau un revenu de substitution.

## **XVI. LES DISPOSITIONS RELATIVES A L'OUTRE-MER**

### **16.1 La réforme de l'intéressement, le contrôle, les sanctions etc.**

L'ensemble des règles décrites dans la présente note est applicable aux départements d'outre-mer.

Il convient de souligner que, par dérogation au point 2.4.4, les décisions individuelles relatives à la prime forfaitaire due au titre du RMI sont prises par l'agence d'insertion (article L. 522-1 du CASF).

### **16.2 Le revenu de solidarité**

Les dispositions relatives au revenu de solidarité (RSO) fixées par les articles L. 522-14 et R. 522-64 du CASF tiennent compte de la création de la prime forfaitaire :

- Le RSO sera désormais réservé aux bénéficiaires du RMI ainsi qu'aux bénéficiaires de la prime forfaitaire due au titre de cette allocation.
- La condition d'ancienneté de deux ans dans les droits au RMI tiendra compte des périodes de droit à ladite prime.
- Le droit au RSO mettra fin de plein droit au RMI et à la prime.

### **16.3 L'allocation de retour à l'activité**

Comme pour le RSO, les dispositions relatives à l'allocation de retour à l'activité (ARA) tiennent compte de la création des primes forfaitaires dues au titre de l'ASS, de l'API ou du RMI (articles L. 832-9 et R. 831-22 du code du travail) :

- L'ARA sera désormais accessible aux bénéficiaires desdites primes forfaitaires.
- Elle ne sera pas cumulable avec ces primes.
- Le demandeur devra avoir bénéficié de l'ASS, de l'API, du RMI ou des primes forfaitaires pendant une durée minimale de trois mois au cours des six mois précédant la date de reprise d'une activité professionnelle.
- Le droit à l'ARA mettra fin de plein droit aux primes.

## **XVII. DATE D'ENTREE EN VIGUEUR DE CES DISPOSITIONS**

Sauf mentions particulières dans la présente partie, ces dispositions issues de la loi du 23 mars 2006 sont entrées en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2006.

\*  
\*\*

Je vous remercie de me faire part des difficultés que vous pourriez rencontrer lors de l'application de la présente note d'information.

Le directeur général de l'action sociale

*signé*

Jean-Jacques TREGOAT

### Exemples d'intéressement

1) Un couple avec deux enfants est bénéficiaire du RMI depuis août 2004.

Madame commence une formation professionnelle de 80 heures mensuelles pour 6 mois du 1<sup>er</sup> octobre 2006 au 31 mars 2007 rémunérées à 400€ et Monsieur débute un CDI de 152 heures mensuelles rémunérées à 980€ le 5 mai 2007 pour 6 mois.

Le droit au RMI se décompose comme suit :

- D'octobre à décembre 2006, le foyer a droit à 780,81€ de RMI.
- En janvier 2007, le foyer perçoit un montant de 872,48 € :
- $RMI = 780,81 - (400/3) = 647,48€$
- Prime forfaitaire de 225€
- De février à mars 2007, la famille a droit mensuellement à 605,81€ :
- $RMI = 780,81 - 400 = 380,81€$
- Prime forfaitaire de 225€ par mois au titre de l'activité de Madame
- D'avril à juillet 2007, la famille perçoit l'allocation de RMI.
- D'août 2007 à avril 2008, le foyer perçoit la prime mensuelle forfaitaire de 225€ au titre de l'activité de Monsieur.

2) Une femme avec deux enfants est bénéficiaire de l'API depuis mai 2003.

Elle reprend une activité d'une durée de travail de 169 heures dans le cadre d'un CDD de 4 mois rémunéré à 1000€ à compter de décembre 2006. Son CDD est renouvelé pour 5 mois.

Ses droits à l'API se décomposent comme suit :

- De décembre 2006 à février 2007, elle perçoit mensuellement 795,17€ d'API
- De mars à avril 2007, elle a droit à 353,51€ :
- $API = 795,17 - [(1000 \times 2) / 3] = 128,51€$
- Prime forfaitaire mensuelle de 225€
- De mai à août 2007, elle perçoit une prime forfaitaire mensuelle de 225€.
- A compter de septembre 2007, elle a droit à 795,17€ d'API.

3) Un couple avec un enfant est bénéficiaire du RMI depuis février 2004.

L'enfant âgé de 23 ans suit une formation de 78 heures mensuelles pour 8 mois à compter de mai 2007, rémunérée à 300€ puis signe un CDD de 6 mois d'une durée de travail de 90 heures mensuelles, rémunérée à 500€. Le CDD est rompu le 9 mars 2008.

Les droits au RMI se décomposent comme suit :

- De mai à juillet 2007, le RMI versé est égal à 650,89€
- D'août 2007 à janvier 2007, la famille a droit à 575,89 € :
- $RMI = 650,89 - 300 = 350,89€$
- Prime forfaitaire mensuelle de 225€
- En février 2007, les droits s'élèvent à 509,22 € :
- $RMI = 650,89 - \{[(300 \times 2) + 500] / 3\} = 284,22€$
- Prime forfaitaire de 225€
- A compter de mars, le foyer a droit à 650,89€ de RMI.